



MOTION du Conseil National Fédéral – 18 janvier 2019

Soutien à la lutte de défense de l'AFPA

La formation professionnelle est la cible d'une attaque globale et destructrice, dont la loi pour « choisir son avenir professionnel » est la déclinaison législative.

L'ensemble des centres de formation publics, associatifs ou privés, vont être impactés par la réforme. La mise en concurrence des opérateurs et la loi du marché vont pousser à la baisse des coûts, cela aura des effets sur la qualité des formations et sur les conditions de travail des formateur·trices. La monétarisation des CPF va rendre quasiment impossible l'accès à des formations longues et qualifiantes pour les salarié·es et les privé·es d'emploi.

Cette même logique est à l'œuvre dans les lycées professionnels dans lesquels se met en place une réforme qui va supprimer des postes et détériorer l'offre de formation offerte aux jeunes et leur accès aux diplômes et qualifications.

A l'AFPA, un plan social de grande ampleur est en route : sur un effectif de 6 483 CDI, il est prévu la suppression de 1 541 postes et la modification de 457 postes. La création annoncée de 603 postes masque en réalité des déclassifications. Au total, la direction prévoit donc le licenciement de 1 995 personnes et la fermeture de 38 centres sur 120 dans toute la France.

Depuis 72 ans l'AFPA accueille des privé·es d'emploi, des jeunes, des moins jeunes en réorientation ou en réinsertion et leur propose de très nombreuses formations. Parmi ces formations, des formations longues et qualifiantes qui non seulement permettent dans 66 % des cas un retour à l'emploi mais amènent aussi aux stagiaires la possibilité d'améliorer leurs conditions de travail, leurs possibilités de choisir d'autres parcours professionnels, d'évoluer... de s'émanciper.

Grâce à la mobilisation unitaire des personnels, la direction commence à reculer.

La FERC-CGT apporte son soutien aux personnels mobilisés pour empêcher la destruction de l'AFPA. Elle sera présente dans la mobilisation, aux côtés des personnels et de la CGT-AFPA pour défendre une formation professionnelle émancipatrice.

Montreuil le 21 janvier 2019